



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2968  
20 juin 2025  
1,50 € • DOM: 2€



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **LUTTE OUVRIÈRE**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

# **Israël attaque l'Iran** **Halte à une nouvelle guerre impérialiste!**



STRINGER GETTY IMAGES VIA AFP

Bombardement de Téhéran, le 16 juin.

**Salon  
du Bourget**  
**Les profits  
de l'armement**

Page 5

**Conférence  
sur l'océan**  
**Des flots  
de paroles**

Page 12

**Éducation  
nationale**  
**Un grand plan...  
de licenciements**

Page 6

**Leur société**

- Conclave des retraites : mise en scène et rideau 3
- Macron : à la rescousse de Netanyahu 3
- Édouard Philippe : le prix de ses mensonges 3
- Parti socialiste : bataille au sommet, mais pour quoi ? 4
- Entreprises : les profits se portent bien 4
- Taxe sur les ultrariches : même rien, c'est trop pour eux 4
- Ministres millionnaires, capitalistes milliardaires 4
- Salon du Bourget : foire d'empoigne civile et militaire 5
- Cachez ces stands que l'on ne saurait voir 5
- Dassault : quand la CGT soutient la production d'armement 5
- Éducation nationale : un plan de licenciements qui ne dit pas son nom 6
- Glyphosate : le poison du profit 6
- MaPrimeRénov : pas de deux 6
- Planning familial : les centres pris à la gorge 7
- Immigration : les seuls étrangers sont les patrons 7
- Nos lecteurs écrivent : touche pas à ma crèche ! 7
- Sommet de l'océan : les pollueurs toujours irresponsables 12
- Science de l'univers : toujours en expansion 12
- Géobiologie : le côté obscur de la farce 12

**Dans le monde**

- Iran : la nouvelle guerre de Netanyahu 8
- L'offensive israélienne ne libérera pas la population 8
- Moyen-Orient : la logique de guerre de l'impérialisme 9
- Guerre et spéculation 9
- Ukraine : le pouvoir contre les travailleurs 9
- Gaza : dirigeants arabes complices d'Israël 10
- Satellites : un système qui ne tourne pas rond 10
- États-Unis : le "roi" Trump contesté par ses sujets 16
- Irlande du Nord : l'extrême droite derrière les émeutes racistes 16

**Il y a 50 ans**

- Liban, printemps 1975 : le début d'une guerre civile 11

**Dans les entreprises**

- Groupe Renault : De Meo se trouve un meilleur job 13
- Production d'armements, c'est non ! 13
- Airbags Takata : un nouveau mort 13
- Talendi - Rennes : révoltant 13
- Hôpital de Lyon Croix-Rousse 14
- Hôpital - Kremlin-Bicêtre 14
- Hôpital de Laval 14
- Canicule au travail 15
- Automobile : ventes en baisse profits en hausse 15
- STMicroelectronics - Grenoble 15

# Halte à la nouvelle guerre impérialiste menée par Israël !

Depuis vendredi 13 juin, Israël, qui continue d'affamer et de massacrer les Palestiniens de Gaza, bombarde et sème la terreur en Iran. Des centaines de sites militaires et civils iraniens ont été visés, dont de nombreux sites nucléaires. Une partie de l'état-major de la République islamique a été décapitée. Plus de 200 personnes, militaires et civiles, ont été tuées.

Cette attaque survient alors que rien ne semble pouvoir résister à l'armée israélienne. Israël est militairement maître de la bande de Gaza et tient la Cisjordanie d'une main de fer. Le Hezbollah au Liban, les Houthis du Yémen et le régime syrien après la chute d'El Assad sont très affaiblis.

Et, bien sûr, Israël a le soutien inconditionnel des États-Unis. Car cette attaque, préparée de longue date, a été lancée avec leur feu vert. Si ce n'était pas l'idée de Trump, il a vite vu l'avantage à en retirer pour faire reculer l'Iran sur son programme nucléaire, et il la soutient militairement.

Macron s'est évidemment aligné sur les États-Unis. Il a cessé aussitôt sa mise en scène autour de la reconnaissance d'un État palestinien et s'est engagé, si nécessaire, à faire la guerre du côté d'Israël contre l'Iran.

Main dans la main avec les États-Unis, l'État israélien a donc décidé d'écraser sous son talon de fer tous ceux qui s'opposent à sa politique de colonisation et d'oppression. Et pour cela, il est prêt à mettre à feu et à sang tout le Moyen-Orient.

Contre la propagande qui, une fois de plus, fait passer Israël pour la victime, il faut condamner cette escalade meurtrière et dire notre solidarité avec tous ceux qui subissent le déluge de feu israélien, les Gazaouis comme les Iraniens. Cette nouvelle guerre est un cran de plus dans la mise au pas de tous ceux qui refusent de se soumettre à la domination impérialiste.

L'Iran est présenté comme le grand Satan qui menace la région et la planète en essayant de se doter de la bombe atomique. Certains vont même jusqu'à affirmer que l'intervention israélienne fera tomber ce régime honni et libérera les Iraniennes.

C'est l'inverse qui risque de se produire : l'attaque israélienne va donner un répit à la dictature iranienne en renforçant le nationalisme et en soudant la population derrière son armée. D'autant plus que les bombardements menacent la population iranienne de catastrophes nucléaires.

Cette politique est criminelle pour les Palestiniens et les Iraniens et suicidaire pour les Israéliens. Car ils en sont, eux-aussi, les otages et les victimes.

Mis devant le fait accompli des attaques contre l'Iran, les Israéliens vivent de nouveau au rythme des alertes aériennes, des destructions et des morts. Les plus extrémistes et les plus va-t-en-guerre en seront renforcés, ce qui fait sans doute partie des calculs de Netanyahu pour conserver le pouvoir.

Au-delà de l'écœurement et de la révolte que l'on peut éprouver face aux crimes des dirigeants d'Israël et de ses complices impérialistes, il faut réaliser que les bombardements sur l'Iran sont une étape de plus dans l'engrenage guerrier qui menace le monde.

Croire qu'un Netanyahu ou un Trump en ont la maîtrise serait une grave erreur. Et dire, comme certains, qu'il s'agit d'une ultime confrontation qui ouvrira une ère de paix au Moyen-Orient est un mensonge révoltant. On ne construit pas la paix en exterminant un peuple et en faisant la guerre à tous ses voisins.

Au Moyen-Orient, la mécanique guerrière, qui ravage déjà la région depuis des décennies, est relancée pour des années. Et, qu'on le veuille ou pas, c'est aussi une guerre contre nous tous ici. Car, d'étape en étape, on se rapproche de la guerre mondiale. Nos propres dirigeants ne s'en cachent pas, le disent, l'annoncent et la préparent.

La guerre est un moyen des États capitalistes de se mesurer pour dominer telle ou telle région, telles ou telles matières premières ou tel ou tel marché. Elle va de pair avec la guerre économique et la concurrence. Pendant des années, on nous a parlé de compétitivité et, petit à petit, nos dirigeants sont passés aux discours guerriers désignant tel ou tel pays comme une menace existentielle ou un ennemi en puissance.

Alors, pendant que le gouvernement et le grand patronat nous font les poches, n'oublions pas que des armes se braquent sur nous. Nos dirigeants sont capables de nous faire creuser nos propres tombes. L'ordre impérialiste dominant nous mène inévitablement à la guerre généralisée. Il dépend des opprimés, et en premier lieu des travailleurs d'en prendre conscience pour le renverser.

Nathalie Arthaud



STRINGER GETTY IMAGES VIA AFP

## Conclave des retraites : **mise en scène et rideau**

La mascarade du conclave sur les retraites devait se terminer mardi 17 juin. Même si François Bayrou a décidé de la faire traîner encore un peu, son issue est déjà certaine. Le patronat et le gouvernement ont obtenu satisfaction sur tout, à commencer par le maintien de l'âge de départ en retraite à 64 ans.

Cette conclusion était écrite depuis le début. Le 14 janvier, à l'issue de sa déclaration de politique générale, Bayrou nommé Premier ministre lançait cette idée d'une discussion de plusieurs mois entre patronat et syndicats sur la réforme décalant de 62 à 64 ans l'âge de départ en retraite. « Une discussion sans aucun totem ni tabou », affirmait-il. Il s'agissait en fait d'obtenir un accord de non-censure du Parti socialiste, garantissant à Bayrou une survie de quelques mois comme Premier ministre.

Quatre mois plus tard, le scénario touche à sa fin. Le patronat n'a bougé sur rien, et surtout pas sur le maintien de l'âge de départ à 64 ans. Les syndicats restés à la table après le départ de la CGT et de FO, c'est-à-dire la CFDT, la CFE-CGC et la CFTC, ont reculé sur leurs rares prétentions et en sont aujourd'hui à revendiquer timidement en échange de leur signature quelques dérisoires aménagements à cette attaque frontale contre les travailleurs.

La CFDT voudrait que les travailleurs exerçant des



Lors de la mobilisation sur les retraites, en 2019.

métiers pénibles, ceux qui portent des charges lourdes ou sont soumis à des vibrations, puissent partir avant 64 ans. C'est le cheval de bataille traditionnel de cette

confédération, l'alibi au nom duquel elle accepte des reculs pour l'ensemble des travailleurs, comme lorsqu'elle avait qualifié la réforme Touraine de 2014 de « mesure de justice sociale ». Sur le terrain, le patronat a vite fait de réduire à néant les conséquences pratiques de ce genre de mesure au nom de la difficulté à mesurer la pénibilité. Mais cette fois les organisations patronales ont refusé jusqu'à la fin du conclave une concession en la matière. De la même manière, la CFTC réclame que l'âge auquel les salariés peuvent partir à taux plein, même s'ils n'ont pas cotisé le nombre de trimestres nécessaires, passe de 67 à 66 ans. Elle n'a pas eu plus de succès.

François Bayrou, soucieux d'obtenir un accord

entre syndicats et patronat, a fait lundi 16 juin une nouvelle proposition. Il s'agirait d'une « prime senior » versée aux salariés qui accepteraient de rester au travail. Le conclave va donc continuer encore quelques jours, le temps d'en discuter. Une nouvelle séance devrait se tenir lundi 23 juin. Il est évident que toute cette mise en scène entre Bayrou, les syndicats qui acceptent de se prêter à son jeu et le Parti socialiste n'est qu'un leurre à l'adresse des travailleurs. S'ils veulent pouvoir profiter dignement de leurs vieux jours, le seul espoir est dans la lutte qu'ils mèneront contre le patronat et les gouvernements à sa botte qui n'ont cessé de reculer l'âge de la retraite et de diminuer les pensions.

**Daniel Mescla**

## Macron : à la rescousse de Netanyahu

Dans la foulée des bombardements israéliens sur l'Iran, Macron a de nouveau changé de posture. En quelques heures, il est passé du rôle d'avocat de la reconnaissance de l'État palestinien à celui de défenseur de cette nouvelle guerre menée par Israël.

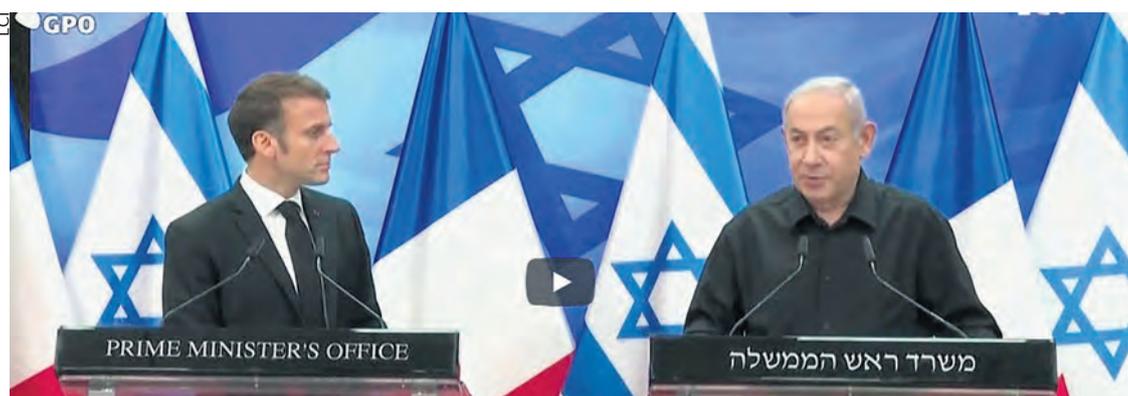
« L'Iran porte une lourde responsabilité dans la déstabilisation de toute la région », a affirmé Macron vendredi 13 juin lors d'une conférence de presse. La réunion promise pour la reconnaissance de la Palestine a été reportée sine die. Puis Macron s'est payé le ridicule d'intimer au dirigeant iranien l'ordre de « revenir à la table des négociations ». Macron ne s'est pas contenté de reprendre les propos de son ministre des Affaires étrangères, qui affirmait dans un tweet « le droit d'Israël à se défendre », alors qu'il est l'agresseur et non la victime. Il a ajouté que la France « participerait aux opérations de défense

d'Israël si elle est en situation de la faire ». Et voilà comment on prépare une population à appuyer une sale guerre en la coloriant en guerre de défense !

Ce n'est évidemment pas une première. Pour justifier la guerre contre l'Irak de 2003, les mensonges n'avaient pas cessé de la part des États-Unis sur les prétendues armes de destruction massive possédées par le régime de Saddam Hussein. Le but est toujours le même : faire apparaître l'agresseur comme agressé. Mais qui déstabilise la région depuis des décennies ? Ce sont bien les puissances impérialistes. Depuis plus d'un siècle,

les peuples du Moyen-Orient payent par d'innombrables guerres la mainmise impérialiste sur la région et sur son pétrole. Dans ce cadre, le régime iranien pose problème aux dirigeants américains et israéliens par sa volonté d'échapper à leur hégémonie. L'argument du danger atomique est un prétexte récurrent. Depuis des décennies, les grandes puissances comme les USA ou la France qui se sont dotées de la bombe atomique déniaient le droit de faire de même à des pays qui, comme l'Iran, pourraient ne pas leur obéir. L'ordre nucléaire ne fait que refléter l'ordre impérialiste. Et, contrairement à tous les discours visant à faire adhérer les exploités à sa défense, c'est bien cet ordre qui constitue la principale menace pour l'humanité.

**Thomas Baumer**



Macron et Netanyahu, en 2024.

## Édouard Philippe : le prix de ses mensonges

Édouard Philippe, maire du Havre et président de la métropole, candidat à la présidentielle de 2027, sature les médias avec son dernier livre si bien nommé *Le prix de nos mensonges*. L'actualité récente permet de s'essayer à une estimation.

En à peine six mois, sur la très courte distance de deux kilomètres, sur la zone portuaire de la ville, Édouard Philippe vient de faire ruisseler 285 millions d'argent public pour aider deux multinationales parmi

les plus riches au monde, le groupe industriel Sie-mens et l'armateur MSC.

Quand ce politicien déclare que, depuis les origines de la ville, « c'est dans l'ADN de son port de transporter marchandises et personnes », il oublie de dire que c'est dans l'ADN de l'État et de ses larbins de subventionner les activités du marché de la concurrence capitaliste, prétendument « libre et non faussée » ! C'est à cela que l'on peut mesurer le coût de ses mensonges.

**Correspondant LO**

## Parti socialiste : bataille au sommet, mais pour quoi ?

Au premier abord la tâche d'Olivier Faure, qui vient d'être réélu à la tête du Parti socialiste, pourrait sembler facile. Il lui suffit d'attendre l'arme au pied que le gouvernement en place soit tellement déconsidéré qu'une vaguelette électorale finisse par se produire et ramener le PS au pouvoir.

Après tout, c'est bien comme cela que les choses s'étaient passées en 2012, alors que Mitterrand (président de 1981 à 1995) puis Jospin (Premier ministre de 1997 à 2002) semblaient avoir dégoûté pour longtemps l'électorat populaire de gauche. Dix années de droite au pouvoir, dont

cinq de présidence Sarkozy (2007-2012), avaient malgré tout, et sans grand effort, offert la présidence à Hollande et une majorité de députés, de sénateurs, de présidents de région et de maires de grandes villes au PS. Hollande et son parti ayant, bien évidemment, gouverné aux ordres du grand

patronat, ils ont perdu au fil des années toutes les majorités et finalement dû laisser la place à un Macron, sorti de leurs rangs et du chapeau du grand patronat.

Mais les choses changent et, désormais, de dégoût en déception, l'électorat populaire s'abstient ou se divise, inégalement, entre RN et LFI. Le PS n'est plus le centre de gravité de la gauche. Préserver ses chances d'accéder aux affaires et les postes de ses élus implique donc de s'allier avec LFI dans les élections locales et de refuser de s'aligner derrière elle, c'est-à-dire derrière Mélenchon, à l'élection présidentielle. Cette gymnastique incertaine passionne visiblement les journalistes politiques mais a de quoi laisser largement indifférent l'électorat populaire.

Ce n'est pas que les caciques du PS ignorent les réalités, la tension guerrière, le glissement à droite rapide, l'ambiance pourrie de racisme galopant, la misère qui monte. Mais, pour eux, ce n'est que le fond de scène de leurs combines et de leurs ambitions.

Paul Galois



## Entreprises : les profits se portent bien

La presse se fait l'écho d'une étude de la Banque de France qui pronostique une baisse de la croissance. Il s'agit de convaincre la population qu'elle doit accepter les sacrifices pour faire des économies. Mais, au passage, on apprend que les marges des entreprises se portent à merveille !

Auchan, ArcelorMittal, STMicroelectronics, LVMH... à chaque annonce de plan de licenciements, les patrons entonnent le même discours pour tenter de faire croire qu'ils sont en difficulté.

Mais, selon les données publiées par la Banque de France, il y a de quoi les traiter de menteurs. Le taux de marge des entreprises s'élève à 31,8 % au premier semestre 2025 en France. Il est encore supérieur à la moyenne de 2024. Ce pourcentage représente la partie de la richesse nouvelle créée par les travailleurs

qui est accaparée par les propriétaires de ces entreprises. L'argent nécessaire pour maintenir les emplois et augmenter les salaires existe donc bel et bien... dans les coffres-forts du patronat.

Dans un contexte marqué par la faiblesse de la consommation et des investissements, les propriétaires des entreprises sont parvenus à maintenir un taux de marge élevé par le principe des vases communicants. Tout d'abord, chaque refus d'augmentation de salaire, chaque licenciement à production constante, a



permis au patronat de récupérer une part plus grande de la richesse créée par les travailleurs. Ensuite, les baisses d'impôts décidées par le gouvernement ont permis au patronat dans son ensemble de récupérer environ 20 milliards d'euros.

Ces chiffres montrent que c'est bien en appauvrissant le monde du travail que les propriétaires des entreprises s'enrichissent.

Joséphine Sina

## Taxe sur les ultra-riches : même rien, c'est trop pour eux

Le 12 juin, les sénateurs ont rejeté la mise en place d'une taxe d'au moins 2 % sur le patrimoine des 0,01 % les plus riches.

Cette taxe n'aurait même pas égratigné la fortune de ces milliardaires, qui sont essentiellement des propriétaires de banques et de grandes entreprises. Mais l'instituer était quand même trop pour ces sénateurs, toujours à la botte du grand patronat. Quand il s'agit de saigner les travailleurs, ils ont en revanche beaucoup moins de scrupules !

En fait, les ultra-riches n'avaient pas grand-chose à craindre puisqu'ils ont toujours une myriade de moyens d'échapper aux impôts. Par exemple, en 2022, une taxe exceptionnelle, celle sur les superprofits des grandes entreprises comme TotalEnergies, a vu le jour. Résultat : ce trust n'a presque rien payé. C'est d'ailleurs pourquoi, aujourd'hui, ces grandes entreprises paient en moyenne moitié moins d'impôts que le reste de la population, et

cela en toute légalité !

De leur côté, les ténors de la gauche, de LFI au PS en passant par les Verts, se lamentent de n'avoir pas réussi à faire passer cette taxe. Ils savaient en fait dès le départ qu'elle serait rejetée puisque les élus de droite et du centre, majoritaires au Sénat, n'ont jamais caché leur hostilité à cette mesure. Mais faire ce genre de proposition fait partie du métier d'élus de l'opposition... tant qu'il est dans l'opposition.

Les sénateurs hostiles à cette taxe, eux, prétendent que les capitalistes seraient partis à l'étranger pour ne pas la payer et qu'elle n'aurait donc rien rapporté. Mais cela prouve seulement que ces ultra-riches sont prêts à tout pour sauvegarder leur fortune et que les travailleurs ne seront jamais protégés par une loi, un président, des députés et des sénateurs.

Arnaud Louvet

## Ministres millionnaires, capitalistes milliardaires

Le gouvernement actuel compte 22 millionnaires sur 36 membres, d'après les déclarations de patrimoine des ministres publiées le 10 juin. Ce sont les mêmes qui passent leur temps à dire aux travailleurs qu'il faut se serrer toujours plus la ceinture !

Par exemple, Ferracci, à l'Industrie, et Lombard, à l'Économie, déclarent respectivement 23 et 21 millions d'euros de patrimoine. Le premier est actionnaire à 35 % d'Icare Finance, une entreprise d'expertise comptable dirigée par son père. Le second est un gros propriétaire immobilier. À côté d'eux, leur chef Bayrou fait pâle figure, mais dispose tout de même de presque 1,3 million d'euros de patrimoine.

Ces ministres vivent à des années-lumière du quotidien des classes populaires. Ils vivent dans un autre monde, ce qui leur donne le droit, croient-ils,

d'imposer des sacrifices à toute la population. Cependant, tout cela, ils ne le font pas seulement pour se servir mais surtout pour servir les véritables maîtres de l'économie, dont les patrimoines sont nettement supérieurs. Ainsi, la fortune moyenne des 500 capitalistes les plus riches de France était de 2,4 milliards d'euros en 2024. C'est près de mille fois plus que le patrimoine moyen des ministres, qui est de 2,5 millions.

Ce sont eux les véritables dirigeants dans la société, même s'ils laissent les politiciens se salir les mains à leur place.

Thomas Baumer

## Salon du Bourget: foire d'empoigne civile et militaire

Le Salon du Bourget 2025, qui s'est ouvert le 16 juin, a fait le plein d'exposants: tous les géants du trafic aérien sont là. Car derrière les allées ouvertes au public se décident en coulisse des contrats aux montants astronomiques. Et puis, s'il y a les vendeurs d'avions de ligne, il y a aussi les vendeurs d'avions de chasse.

D'après l'Association du transport aérien international, dans le secteur du transport de passagers, près de 1 000 milliards de dollars de revenus seraient attendus pour l'année 2025, et cela devrait augmenter. Une frénésie de commandes pour les années suivantes est attendue lors de ce salon. Encore ne s'agit-il que

## Cachez ces stands que l'on ne saurait voir

Alors que l'édition 2025 du Salon international de l'aéronautique et de l'espace est, encore plus que les précédentes, placée sous le signe de la guerre, le gouvernement a fait bâcher plusieurs stands d'entreprises israéliennes qui présentaient de l'armement « offensif ».

La présence d'équipements militaires et d'armements qui servent en ce moment même à anéantir la population de Gaza, sous la houlette du Sibat, la direction de la coopération internationale du ministère israélien de la Défense, est en effet choquante et a suscité des réactions. Outre les élus de gauche du conseil départemental de Seine-Saint-Denis qui demandaient l'exclusion des entreprises israéliennes du salon, des associations avaient déposé des recours en justice – qui ont été rejetés – afin d'interdire la participation des entreprises impliquées dans les massacres à Gaza, mais aussi en Ukraine et au Soudan.

Le gouvernement a donc décidé de faire cacher les stands israéliens, tout en assurant que les entreprises restaient des exposants du salon, à condition de ne pas exposer « d'armes offensives » et de s'en tenir à « des technologies de défense ».

Cette mesure est à l'image de toute la politique du gouvernement face à la guerre menée par Netanyahu: une désapprobation de façade pour cacher un soutien réel. Car, si Bayrou prétend que « la France a tenu à manifester que les armements offensifs ne devaient pas être présents dans

ce salon » pour prendre en compte la situation « terrible pour les Gazaouis », Macron applaudit de son côté l'offensive de Netanyahu contre l'Iran: il semblerait que, là, les bombes tout à fait « offensives » relèvent de « technologies de défense ».

L'hypocrisie règne dans tous les stands de ce Salon de l'aéronautique et de la défense, où les contrats se signent en milliards. Les collaborations d'entreprises internationales, y compris françaises, avec l'industrie de défense israélienne sont nombreuses. Il en est de même de celles d'entreprises fournissant des régimes pourtant visés par un embargo, comme le Soudan ou la Russie. Et puis, au Bourget, on peut tranquillement présenter – et surtout vendre – des drones de « surveillance », qui permettront de repérer plus précisément les cibles à bombarder, ou bien les avions qui permettront d'aller semer la mort. Le tout se fait sans états d'âme et avec la bénédiction des autorités morales, puisqu'il s'agit d'équipements « de surveillance » ou « de défense ». La fable de la « guerre propre » et conforme aux droits de l'homme ne résiste pas à la réalité, mais elle continue de servir.

Nadia Cantale

de l'industrie aéronautique civile, car l'industrie militaire est aussi présente et l'une est depuis longtemps liée à l'autre.

En France, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la division du travail a été clairement mise en place entre l'État et les grands industriels du secteur. L'aviation civile était à la charge de l'État car elle demandait des investissements de long terme et n'était pas immédiatement rentable. L'aviation militaire, aux marchés assurés par les commandes étatiques, était donnée en cadeau aux industriels privés, dont le premier représentant était Dassault.

L'actuel PDG de Dassault, Eric Trappier, interviewé dans la presse pour l'occasion, a estimé que « c'est un modèle parfait. S'il en existe un meilleur, que l'on



me le démontre » ! Et d'expliquer aussi: « Les armements français sont améliorés en continu, en prenant en compte le retour d'expérience des forces françaises et des clients étrangers. » En clair, l'armée française assure des commandes à Dassault, et c'est le cas depuis plus de 100 ans. Puis, cette armée, en menant ses guerres, en bombardant des populations, comme durant les guerres d'Indochine ou d'Algérie, ou plus récemment en Syrie, continue de prouver que le matériel est terriblement efficace. Et cela permet à Dassault de vendre ses engins de morts à d'autres États.

L'aide de l'État est vitale

pour Dassault car la concurrence est rude avec les autres industriels de l'armement, européens et surtout américains. Pour Trappier, il ne faut pas seulement que les budgets d'armement de tous les États augmentent, il faut aussi que le maximum de cet argent finisse dans les caisses de son trust et pas dans celles de ses concurrents.

Alors, devant cette orgie de profits, l'intérêt des travailleurs, y compris de ceux de l'industrie d'armement, serait que tous ces bénéfices soient confisqués et ces industries expropriées

Pierre Royan

## Dassault: quand la CGT soutient la production d'armement

Au nom de la défense de l'emploi, la CGT comme le PCF ont toujours soutenu la production d'armement dans le cadre de l'économie capitaliste.

Un exemple parmi d'autres: la défense du Rafale. Déjà, un numéro de la revue de la CGT, *La Vie ouvrière* spéciale impôts, largement diffusée, avait comporté une double page centrale

vantant les mérites de cet avion. Chacun sait en effet qu'il s'agit d'un achat habituel dans les familles ouvrières! Dans les années 1970/80, les militants PCF et CGT s'employaient à faire la promotion du

Rafale « franco-français » dans toutes les usines Dassault, pétition illustrée d'un avion tricolore à la main. Et dans un tract distribué fin janvier à l'usine de Cergy, la CGT se vantait d'avoir eu une influence sur les choix de l'avionneur: « Acheter un Rafale, c'est garder sa souveraineté. »

On assiste actuellement à une campagne similaire avec le futur avion de combat « SCAF ». Bien que Dassault en soit le maître d'œuvre, la CGT redoute, comme le PDG Trappier, que les gouvernements allemand et espagnol ne soient pas aussi bien disposés à financer le projet que ne l'est l'État français.

Bien sûr, ces arguments pèsent dans la conscience des travailleurs de l'entreprise. Mais ce qu'ils défendent avant tout, c'est leur emploi et pas nécessairement ce qu'ils produisent!

Correspondant LO



# Éducation nationale : un plan de licenciements qui ne dit pas son nom

Dans la seule académie de Créteil, 489 contractuels de l'Éducation nationale n'ont pas vu leurs contrats renouvelés. Cela signifie qu'ils devront s'inscrire à France travail dès cet été.

Ils pourront cependant être appelés à la rentrée si le rectorat le juge nécessaire, puisque 400 d'entre eux seront placés dans un « vivier ».

Ces licenciements déguisés, qui jettent nombre de ces enseignants dans l'incertitude, sont d'autant plus révoltants que la pénurie de professeurs perdure. Pendant des années,

les gouvernements successifs ont fermé les concours, refusé d'augmenter les salaires, supprimé des postes. Le volant de professeurs remplaçants a fondu. Un rapport sénatorial paru le 12 juin a mis en évidence les mensonges de l'actuel ministère de l'Éducation nationale, qui prétend avoir amélioré le remplacement

des enseignants absents.

Le gouvernement avait promis de remédier à ces absences en mettant un professeur devant chaque élève. Le rapport des sénateurs montre a contrario qu'entre 2018 et 2024, dans les collèges et lycées, les journées d'absence de longue durée non remplacées ont doublé et s'élèvent à près de 950 000 par an. Dans le primaire, elles ont augmenté de 49 % sur la même période. Nombre de parents le constatent : leur



À Nantes en 2024, manifestation contre la précarité dans l'éducation.

enfant perd des heures de cours. En Seine-Saint-Denis, selon un rapport de la Cour des comptes de 2017, de la maternelle au bac, un enfant perdait déjà en moyenne un an de scolarité. Quand l'absence est programmée de longue date, par exemple pour un congé maternité ou une opération, il n'est pas rare que les

rectorats mettent des mois à prévoir les remplacements.

Ces licenciements de contractuels montrent, s'il en était besoin, que tous les discours du gouvernement sur la priorité donnée à l'éducation sont du vent. Son seul problème est de faire des économies aux dépens des enfants.

Aline Urbain

## Glyphosate : le poison du profit

Une équipe internationale de chercheurs indépendants vient de publier une étude démontrant que le glyphosate, un herbicide fabriqué principalement par le trust Bayer, favoriserait l'apparition de plusieurs types de cancers, leucémies, tumeurs, etc.

C'est la recherche la plus importante conduite à ce jour : elle a été menée sur plus d'un millier de rats de laboratoire. Sans surprise, elle contredit les études menées ou financées par Bayer, qui essayaient de prouver que le glyphosate n'est pas nocif pour la santé. En revanche, elle confirme les résultats de nombreuses recherches indépendantes plus restreintes. C'est pourquoi, dès 2015, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) l'avait classé « cancérogène probable ». Et en 2021, l'Institut national de

la santé et de la recherche médicale (Inserm) avait estimé que ces études étaient suffisamment sérieuses pour prouver le lien entre l'exposition à cette substance et plusieurs pathologies concernant le cerveau, les poumons, la prostate et le système immunitaire.

Cela n'a bien sûr pas empêché en 2023 les dirigeants de l'Union européenne et de l'État français, fidèles serviteurs des capitalistes, de choisir seulement des résultats des études de Bayer pour renouveler l'autorisation pour dix ans. Depuis sa commercialisation

en 1974, ce produit est en effet un véritable jackpot. Il est tellement profitable que c'est principalement pour cela que Bayer a racheté en 2016 le trust américain Monsanto, qui était jusque-là le propriétaire de cet herbicide, en mettant alors plus de 60 milliards d'euros sur la table !

Les défenseurs du glyphosate prétendent qu'il est « ultra-efficace et puissant » et que son interdiction « n'est pas faisable et tuerait l'agriculture française ». Mais, même si c'était vrai, ce serait de la responsabilité de Monsanto puis de Bayer qui, depuis des décennies, prennent les agriculteurs en otage en n'ayant jamais mis les moyens nécessaires pour trouver un herbicide moins polluant et moins nocif pour la santé.

Le glyphosate finira sans doute par être interdit... une fois que les trusts de la chimie auront trouvé un nouvel herbicide qui leur rapporte encore plus... Mais au bout de combien d'années et de combien de victimes !

Après le chlordécone, le Mediator, l'essence plombée, l'amiante, etc., le glyphosate s'ajoute à la très longue liste des scandales sanitaires du capitalisme qui est sans aucun doute le système « humanicide » le plus « ultra puissant » qui ait existé !

Arnaud Louvet

## MaPrimeRénov' : le pas de deux du gouvernement

Lundi 16 juin, le gouvernement, qui avait annoncé la suspension pour l'été du dispositif MaPrimeRénov', est revenu en arrière.

Valérie Létard, la ministre chargée du logement, a assuré que les demandes d'aide au financement d'interventions uniques seraient maintenues.

Les propriétaires devraient donc pouvoir continuer à faire des demandes d'aide pour des « monogestes », par exemple le changement d'une vieille chaudière énergivore ou la pose de fenêtres plus isolantes. Par contre, les dossiers d'interventions globales – et donc plus chères – restent suspendus.

Mis en place en 2020, le dispositif a coûté un peu plus de trois milliards d'argent public ces deux dernières années. Selon le rapport 2024 de l'Agence nationale de l'habitat, MaPrimeRénov' a permis, depuis sa création, d'aider à la rénovation de plus de 2,4 millions de logements, pour le compte de propriétaires occupants mais aussi de bailleurs et de copropriétés, générant au total près de 37 milliards d'euros de travaux pour les entreprises du bâtiment. En mal d'économies, le gouvernement Bayrou prétextait l'afflux trop important de dossiers et la multiplication des fraudes pour mettre le dispositif en pause estivale.

Ce n'est évidemment

pas le sort des ménages confrontés à la hausse de leurs factures d'énergie et à l'inconfort, voire l'insalubrité, de logements mal équipés ou mal isolés qui a convaincu le gouvernement de revenir en partie sur la suspension du dispositif. Ce ne sont pas davantage les inquiétudes liées au bilan carbone désastreux des passoires thermiques. Les ministres ont été bien plus sensibles aux protestations du patronat du bâtiment.

En effet, Olivier Salleron, le président de la Fédération française du bâtiment, avait menacé de descendre dans la rue le 2 juillet, affirmant : « Nous n'avons pas de tracteurs mais nous avons des grues, ça peut faire mal. » Comme n'importe quel représentant patronal, il prétendait parler au nom des petits : les artisans étranglés, les modestes propriétaires et même les 800 000 travailleurs du bâtiment, menacés de licenciement si les aides disparaissaient.

À défaut de sauver la planète ou d'éradiquer l'habitat indigne, les rois du béton se sont fait entendre d'un gouvernement toujours prompt à satisfaire les revendications des patrons, grands et petits.

Nadia Cantale



## Planning familial : les centres pris à la gorge

Dans une tribune publiée le 16 juin, le Planning familial, organisme qui dépend notamment des financements de l'État et des collectivités, dénonce la baisse des crédits dont plusieurs de ses 82 associations sont victimes.

Salariés, militants et bénévoles du Planning familial proposent gratuitement dans ses centres de santé des informations sur les moyens contraceptifs, le droit à l'avortement, sur les infections sexuellement transmissibles, ainsi qu'une éducation à la sexualité et une aide aux victimes de violences. Chaque année, près de 500 000 personnes sont concernées par leur action, souvent parmi les plus jeunes et les plus démunies.

Les coupes budgétaires touchent cette fois les associations de la Drôme, qui perdent 20 % de leurs subventions, et celles du Loiret, amputées de 10 %. Quant

aux centres du Planning familial de la région des Pays de la Loire, ils sont privés de toute subvention par un conseil régional et sa présidente très à droite.

Le gouvernement cherche par tous les moyens à imposer une politique d'économies, et trouve des relais localement. Dans le cas des attaques contre le Planning familial, qui fut la bête noire des politiciens les plus bornés, ces coupes budgétaires flattent au passage quelques électeurs à la morale conservatrice. Cela fait ainsi d'une pierre deux coups.

S'en prendre au Planning familial et à d'autres



associations du même genre, est une façon de s'en prendre aux droits des femmes et des hommes à décider de leur sort. C'est s'en prendre au droit des jeunes à une éducation à la sexualité, réduite à quasiment rien dans le système scolaire. C'est s'en prendre aux plus

pauvres et aux plus éloignés des centres de santé.

Au moment où faits divers et enquêtes révèlent le mauvais état physique et mental de la population, des jeunes en particulier, ces économies ne font qu'en préparer une aggravation.

Sylvie Maréchal

*fil rouge*

### Conférence des océans : où sont les criminels ?

À Nice, à la veille du sommet de l'ONU sur les océans, des militants de Greenpeace ont été arrêtés, placés en garde à vue et leur domicile a été perquisitionné. Cela pour avoir affiché et écrit à la craie des slogans dénonçant l'hypocrisie d'une conférence où les chefs d'État allaient décider surtout de ne rien faire.

Dans ces réunions feutrées, les politiciens de toute la planète côtoient les représentants des grands pollueurs mondiaux comme la CMA-CGM, partenaire de l'événement. Ce sont eux qu'il faudrait arrêter.

### Dis-moi qui tu défends, je te dirai qui tu es

Un arrêté paru dans le *Journal officiel* du dimanche 15 mai retirait à Sarkozy sa légion d'honneur, suite à sa condamnation pour corruption. En effet, en 2014, il avait, avec l'aide de son avocat, corrompu un magistrat pour qu'il les renseigne sur les affaires en cours le concernant.

Cette sanction prise contre l'ancien président a horrifié une partie de la classe politique, dont Jordan Bardella, qui dénonce une « volonté d'humilier. » Le Rassemblement national aime à se donner une image proche du peuple... celui des politiciens et des salons mondains, comme on voit.

### Ils n'assurent pas

Face à la multiplication des catastrophes dues aux intempéries et aux refus des compagnies d'assurance de couvrir les municipalités qui en sont victimes, le Haut-Commissariat au plan réfléchit à une sorte de Sécurité sociale de l'assurance, permettant à l'État d'assumer tout ou partie des risques que ces sociétés refusent de prendre en charge. En clair : que l'argent public rembourse les pertes des assureurs. Comme si les géants de l'assurance n'avaient pas les moyens d'indemniser !

Pour eux, ce sera : « Pile je gagne, face tu perds. »

## Immigration : les seuls étrangers sont les patrons

Le groupe d'intellectuels lié au Parti socialiste Terra Nova a publié une étude expliquant, chiffres à l'appui, que la France ne pourrait fonctionner sans main-d'œuvre étrangère.



Cela ne fait que confirmer le fait évident que la classe ouvrière en France, comme dans un très grand nombre de pays, est

constituée de travailleurs venant des quatre coins du monde. Ce sont donc eux qui en grande partie font fonctionner l'économie. Ce

constat suffit pour dire qu'il faut que tous les travailleurs, où qu'ils soient nés, quels que soient les moyens qu'ils ont utilisés pour arriver là où ils sont, devraient avoir les mêmes droits.

« On ne peut pas accueillir toute la misère du monde » disait Michel Rocard, Premier ministre socialiste, et répètent tous les perroquets de l'ordre. Mais la misère est un produit de l'économie capitaliste qui n'a su se développer qu'en enrichissant la bourgeoisie, d'un côté, et en appauvrissant les travailleurs de l'autre. Les prolétaires anglais au moment de la révolution industrielle n'étaient pas moins misérables que ceux qui viennent aujourd'hui d'Afrique par exemple.

Et si le niveau de vie a pu s'améliorer durant une époque pour une partie des travailleurs des pays riches, et encore pas pour tous, c'est bien parce qu'au cours des années le mouvement ouvrier, composé de travailleurs de toutes origines, s'est battu puissamment contre la classe capitaliste.

Les politiciens qui prétendent défendre les travailleurs « français » au détriment des autres sont les pires ennemis de la classe ouvrière car ils inoculent le poison de la division. La seule politique valable pour les exploités est celle qui les unit sur l'idée simple qu'il n'y a qu'une seule classe ouvrière et qu'elle doit renverser la bourgeoisie.

P. R.



Nos lecteurs écrivent

### Touche pas à ma crèche

À Choisy-le-Roi, la crèche du quartier des Gondoles est en travaux et nous nous demandons si elle ne va pas subir le même sort que six autres crèches départementales menacées de fermeture en août prochain. D'ailleurs, deux sont déjà fermées.

Ce sont près d'une demi-douzaine de crèches,

sur quatre-vingt-une du département, qui risquent de voir leur porte fermée à la rentrée en septembre. La raison invoquée est le regroupement des professionnels par manque de personnel.

Le département fait des économies sur les enfants des familles populaires car ce sont les moins fortunés

qui vont subir ces décisions en se retrouvant coincés sans autre possibilité pour garder les petits.

Tout comme l'État, le département se débarrasse des services qui nous sont utiles, écoles, hôpitaux, transport, crèches à présent, sont livrés aux finances privées et la conséquence est l'envolée

des prix.

L'éducation de nos enfants n'est pas à vendre, c'est pourquoi nous ne nous laisserons pas faire et que des rassemblements sont organisés pour combattre ces fermetures.

Une agente départementale des crèches du Val-de-Marne.

# Iran : la nouvelle guerre de Netanyahu

**Le Premier ministre israélien Netanyahu a engagé son pays dans une nouvelle aventure militaire en lançant, dans la nuit du jeudi 12 au vendredi 13 juin, une attaque massive sur l'Iran. Plus de 200 avions ont bombardé des sites militaires et nucléaires, des centres du pouvoir situés notamment à Téhéran, la capitale, et des infrastructures comme des dépôts de carburant.**

L'objectif de l'offensive, baptisée « *Rising Lion* » (lion qui se lève), serait d'empêcher l'Iran d'acquiescer l'arme nucléaire, ce qui constituerait un « danger existentiel » pour l'État israélien. Dans l'allocution prononcée à la télévision en pleine nuit, peu après le début des bombardements, Netanyahu a déclaré que « cette opération se poursuivra autant de jours qu'il sera nécessaire pour éliminer cette menace ».

Depuis le 13 juin, l'aviation israélienne, qui dispose de la maîtrise du ciel, poursuit donc sa campagne de bombardements jour et nuit. Des commandos du Mossad

seraient intervenus sur le sol iranien. Comme à Gaza, au Liban, en Syrie et au Yémen, les dirigeants israéliens pratiquent un terrorisme d'État à grande échelle, avec un total mépris des populations, iranienne comme israélienne d'ailleurs.

En effet, Netanyahu savait que, en bombardant l'Iran, il exposerait inévitablement sa propre population à devoir vivre sous la menace des missiles tirés par Téhéran en représailles. Dès le 13 juin, il a décrété l'état d'urgence, interdisant tous les rassemblements et appelant les Israéliens à se rendre aux abris. Malgré le système

de défense dit « dôme de fer », plus de vingt personnes ont été tuées mardi 17 juin.

Faire bien comprendre aux Israéliens qu'ils doivent se résigner à vivre dans la peur et à obéir à ses ordres et à ceux de l'armée est même très probablement un des objectifs de Netanyahu. Tout au long de sa carrière politique, il n'a cessé d'avoir recours à ce stratagème consistant à agiter l'épouvantail iranien pour pouvoir se poser, vis-à-vis de son opinion publique, en défenseur de la sécurité d'Israël.

En déclenchant cette nouvelle guerre, il a aussi visiblement cherché à ressouder les rangs derrière lui en créant un réflexe d'union nationale, alors que, depuis plusieurs mois, des manifestations réunissaient tous les samedis dans les principales villes du pays des milliers de personnes contestant sa politique de guerre à outrance à Gaza. De plus en plus de

réservistes refusaient même de répondre à leur convocation et de rejoindre leur unité, jusqu'à 60 à 70 % selon des journalistes israéliens.

Depuis le 7 octobre 2023, sous la pression permanente de son extrême droite, dont il a besoin pour se maintenir au pouvoir et accessoirement pour éviter d'avoir à rendre des comptes devant la justice, Netanyahu est engagé dans une fuite en avant

qui le conduit à perpétrer un massacre qui n'en finit pas à Gaza et à multiplier les guerres avec les États voisins. Le soutien indéfectible des dirigeants des grandes puissances, renouvelé après le début de l'offensive contre l'Iran, ne peut que l'inciter à poursuivre cette escalade que tous les peuples de la région paieront de plus en plus chèrement.

**Marc Rémy**



Israéliens dans un abri durant une alerte, au sud de Tel-Aviv, le 14 juin.

## L'offensive israélienne ne libérera pas la population !

**En attaquant l'Iran, Netanyahu a prétendu agir comme un libérateur dont les bombardiers allaient accélérer la chute du régime des mollahs. Mais c'est d'abord la population iranienne qui trinque !**

Outre les travailleurs tués sur les sites détruits, et pas seulement des ingénieurs spécialistes du nucléaire, des centaines de civils ont péri sous les bombes israéliennes. Sous prétexte d'abattre des hauts cadres du régime, des immeubles entiers ont été détruits en pleine ville. Des infrastructures vitales, des raffineries, des installations

portuaires ou encore le bâtiment de la télévision publique ont été visées. En Iran comme à Gaza, l'aviation israélienne n'hésite pas à bombarder des hôpitaux, comme l'a été celui de Kermanshah, dans l'ouest du pays.

Avec son cynisme habituel, l'armée israélienne a sommé la population d'un vaste quartier de Téhéran de

l'évacuer quelques minutes avant de le viser. Mais comment les 15 millions d'habitants d'une mégapole comme Téhéran, saturée en permanence par les embouteillages, pourraient-ils fuir ? La société iranienne est, depuis des années, marquée par la vie chère, les pénuries de toutes sortes, les emplois cumulés pour survivre, les coupures régulières d'internet. Les alertes et les bombes ne peuvent qu'aggraver ce quotidien, et d'abord celui des classes populaires.

Les morts, les destructions et l'angoisse des alertes permanentes engendrées par l'attaque israélienne pourraient avoir comme effet de ressouder tout ou partie de la population derrière le régime plutôt que d'accélérer sa chute. Bien sûr, la République islamique et ses dirigeants, à commencer par l'ayatollah Khamenei, sont haïs par des couches de plus en plus larges de la population. Parmi les femmes et les jeunes qui se sont révoltés massivement en 2022 après l'assassinat de Masha Amini pour un voile mal ajusté, parmi les classes populaires qui subissent l'inflation et l'arbitraire de dignitaires corrompus et riches, parmi les travailleurs qui doivent lutter pour obtenir le simple paiement de leur salaire, beaucoup n'ont aucune raison de pleurer la mort de leurs bourreaux, tués par les bombes israéliennes. Mais l'état d'urgence imposé en Iran par la guerre permet à la police et aux Pasdarans de traquer les opposants, accusés de trahison, et d'exécuter des prisonniers politiques en toute discrétion.

Quelle libération pourrait être apportée par des bombes qui visent des civils ? Quelle

libération attendre de l'État israélien, qui se livre à un massacre de masse à Gaza depuis 19 mois et qui opprime les Palestiniens depuis 77 ans ? Aucune ! Les Iraniens ne peuvent avoir oublié le sort qui fut réservé à l'Irak voisin, après que la coalition internationale dirigée par les États-Unis, en 2003, eut chassé et exécuté le dictateur Saddam Hussein. L'État irakien a été démantelé, les infrastructures jamais reconstruites et le pays, morcelé, a été livré à des seigneurs de guerre. C'est le sort que pourrait connaître l'Iran si la chute du régime des mollahs faisait suite à l'offensive militaire israélienne et non pas à une révolution dirigée par les travailleurs et les classes populaires.

En visant la République islamique, les dirigeants israéliens n'ont que faire du sort de la population iranienne. Ils veulent affaiblir, et peut-être abattre, sans avoir pour autant une solution de rechange, un régime qui n'est pas entièrement soumis à l'impérialisme et qui était jusqu'à peu une puissance régionale concurrente d'Israël. Halte à l'agression israélienne en Iran !

**Xavier Lachau**



Les secours iraniens dans un immeuble détruit par un bombardement.

# Moyen-Orient : la logique de guerre de l'impérialisme

**L'attaque d'Israël contre l'Iran a-t-elle été concertée avec les États-Unis ou les a-t-elle mis devant le fait accompli ? La réponse, si elle vient un jour, ne changerait rien au fond de la question. Les États-Unis ont aussitôt réagi en faisant bloc avec leur allié régional attiré, Israël, imités en cela par les puissances impérialistes moindres, dont la France.**

Paris, Berlin et les autres n'ont même pas fait semblant de se démarquer verbalement de la guerre lancée par Jérusalem. Tous les gouvernements occidentaux ont présenté l'Iran comme l'agresseur et Israël en agressé qui ne ferait que se défendre. L'argument est servi et resservi, même au mépris de l'évidence. Et quitte à mentir aux opinions publiques, autant accuser l'Iran de menacer le monde avec son projet d'arme nucléaire. Bien sûr, cela suppose de passer sous silence le fait qu'États-Unis, France et Grande-Bretagne ont, et de longue date, de quoi faire sauter toute la planète et qu'Israël aussi dispose de l'arme nucléaire. Et il aurait été malvenu de rappeler que

la seule puissance en ayant jamais fait usage est la grande démocratie américaine, en août 1945 à Nagasaki et Hiroshima, contre la population d'un Japon à genoux et qui avait décidé de capituler.

En s'en prenant à l'Iran, bête noire de Washington, Israël se fait une fois encore l'agent de l'impérialisme au Moyen-Orient, ce qui est sa fonction essentielle depuis sa création il y a 77 ans. Et il faut tout le cynisme combiné du personnage Trump et de la bourgeoisie la plus puissante qu'il représente pour oser prétendre qu'il s'agit de « ramener Téhéran à la table des négociations ». Car c'est lors du premier mandat de Trump que Washington a décidé, le 8 mai 2018, de se retirer de

l'accord de Vienne, signé trois ans plus tôt, qui plaçait le programme nucléaire iranien sous la tutelle de l'Occident. Trump décida alors de rétablir des « sanctions au plus haut niveau » contre le régime iranien, qu'il menaçait de « conséquences très graves » s'il relançait son programme nucléaire.

La directrice américaine du renseignement, Tulsi Gabbart, avait estimé en mars que « l'Iran n'est pas en train de fabriquer une arme nucléaire et que le guide suprême Khamenei n'a pas autorisé le programme d'armes nucléaires qu'il avait suspendu en 2003 ». Mais il en faudrait plus pour gêner Trump, qui a lâché : « Je me fiche de ce qu'elle a dit. » Et d'ajouter : « Il va y avoir beaucoup de choses horribles qui vont se passer [à Téhéran], et ce serait beaucoup plus sûr pour ses habitants de partir. »

Eh oui, peu importe le prétexte, ou même l'absence de prétexte, la population



Un immeuble détruit à Téhéran.

iranienne va devoir payer d'un prix effroyable le fait que Washington n'admet pas que le régime de Téhéran ne soit pas à ses ordres. Car la Maison Blanche veut faire là un nouvel exemple pouvant terrifier l'ensemble des peuples de la planète.

Lors de la réunion du G7 ouverte au Canada le 16 juin, Trump est passé en coup de vent, affichant son intention de ne pas discuter de cette guerre avec les représentants des « grandes puissances » de second ordre. Et, ce qui va dans le même sens, il a demandé à Poutine de s'entremettre auprès de son allié l'Iran. Ce serait une façon de réintégrer la Russie dans le maintien de l'ordre mondial, mais cela implique de traiter directement avec elle, par-dessus la tête de l'Allemagne, du Japon, de la France, etc.

Ces attaques massives, répétées jour après jour, d'Israël contre l'Iran, en écrasant

ce pays sous les missiles et les bombes, pourraient le forcer à reconnaître la domination de l'Amérique. Quant à briser ce régime, cela pourrait créer un chaos inimaginable en Iran, avec pour contre-coup de déstabiliser toute la région, et il n'est pas sûr que Washington y trouve son intérêt et le souhaite.

Mais rien ne dit qu'une fois la machine de guerre lancée, elle ne puisse pas échapper à ceux qui prétendent la contrôler. En tout cas, une chose est certaine : l'Iran s'ajoute désormais à un processus déjà à l'œuvre en Ukraine, à Gaza, au Liban ou dans des pays, notamment d'Afrique, dont les médias parlent peu. C'est une logique de guerre qui ne cesse de s'étendre, engendrée par un système capitaliste en crise sans fin, et qui est déjà une forme de troisième guerre mondiale.

**Pierre Laffitte**

## Guerre et spéculation

**Immédiatement après les bombardements israéliens sur l'Iran, le prix du baril de pétrole a bondi de 10%. La guerre, qui apporte destructions et angoisse aux populations, offre aux spéculateurs des opportunités d'enrichissement.**

Le capitalisme est un système instable par nature, basé sur la guerre de tous contre tous. Mais il connaît régulièrement des périodes de plus fortes tensions guerrières, comme c'est le cas actuellement. Les attaques d'Israël en Iran ont été l'occasion d'opérer une opération

spéculative sur le marché du pétrole. Ainsi, avant qu'un site pétrolier iranien n'ait encore été touché par les bombardements israéliens, les spéculateurs ont anticipé le risque que de telles installations soient détruites, conduisant à une baisse de l'offre de pétrole sur le

marché mondial, et donc à une hausse du prix du baril.

Effectivement, l'Iran est le septième producteur de pétrole, et le détroit d'Ormuz, dont il est riverain, est un passage stratégique pour les cargaisons du Moyen-Orient vers l'Asie et l'Europe. L'an dernier, JPMorgan a estimé qu'un blocage de cette voie d'accès au golfe Persique pourrait faire grimper le prix du pétrole brut à 130 dollars le baril.

Si les spéculateurs anticipent ce risque, ce n'est pas par inquiétude pour les populations qui subiront les hausses de prix à la pompe à essence. Dans leur langage, « risque » signifie moyen de s'enrichir. Faisant donc le pari de la hausse du prix du pétrole, ils en ont acheté en quantité. L'augmentation de la demande sur ces marchés a donc effectivement fait monter le prix du baril, permettant à ces spéculateurs de le revendre plus cher.

Heureux les spéculateurs qui profitent de la guerre pour faire de bons coups en Bourse !

**Joséphine Sina**



## Ukraine : le pouvoir contre les travailleurs

Le journal *Le Monde* a récemment rapporté la situation de Viktoriya Krykounova, une travailleuse menacée par la justice ukrainienne pour avoir travaillé « pour la Russie ».

Cette femme vivait à Svatove, une ville occupée par l'armée russe en mars 2022. Elle perdit alors son travail dans un centre pour l'emploi, ainsi que son mari, sapeur-pompier. Ce qui lui est reproché est d'avoir alors travaillé pour... une caisse de retraite dont les pensions versées aux habitants étaient financées par la Russie. Après quarante-cinq jours de travail, elle s'est exilée en

Estonie puis s'est installée près de Kiev.

En août 2023, les services secrets ukrainiens (SBU) ont alors débarqué chez elle pour l'arrêter pour « collaboration avec l'ennemi ». Elle encourt sept ans d'emprisonnement. Son cas est loin d'être unique : 10 000 procédures judiciaires s'appuient sur le même motif.

Le pouvoir ukrainien, qui a abrogé le code du travail dès le premier jour de l'invasion russe, se comporte comme tous les gouvernements de pays en guerre : impitoyable avec les travailleurs, qu'il veut faire marcher au pas derrière lui.

**Julien Perrot**

## Gaza : dirigeants arabes complices d'Israël

**Le 13 juin, dans le cadre de la Marche mondiale vers Gaza organisée par diverses ONG, des milliers de personnes en provenance d'une cinquantaine de pays, s'étaient donné rendez-vous au Caire.**

Il s'agissait de marcher vers Gaza pour protester contre le génocide et le blocus israélien. Le 9 juin, à partir de la Tunisie, une caravane de 80 bus et de 400 voitures appelée Soumoud (persévérance) a tenté de se diriger vers Le Caire. Regroupant des militants, des médecins, des hommes et des femmes de tout le

Maghreb et de tout âge, la caravane a suscité un élan de solidarité et d'espoir sur son passage. En Algérie, où les manifestations de soutien aux Palestiniens sont interdites, les bus ont quitté Alger en toute discrétion. Certains ont exprimé leur déception d'avoir découvert leur existence après leur départ et de n'avoir pu y

participer.

Ce convoi, qui devait atteindre l'Égypte avant le 15 juin pour rejoindre la Marche mondiale vers Gaza, a cependant été stoppé à Syrte, dans l'est de la Libye sous contrôle du maréchal Haftar, allié du régime égyptien. Treize militants tunisiens, algériens, libyens et soudanais ont été arrêtés, dont ceux qui relayaient le périple de la caravane sur les réseaux sociaux. Ainsi stoppée, la caravane a dû se replier sur Tunis.

Au Caire, des centaines de personnes ont été refoulées dès leur arrivée à l'aéroport. Certaines ont été appréhendées à leur hôtel. Deux cents participants qui avaient réussi à passer ces barrages ont été arrêtés avant de rejoindre ceux qui s'étaient rassemblés à Ismaïlia. Ces derniers ont été brutalement frappés par des agents en civil. Les organisateurs se sont dits surpris de cette répression car ils se sont conformés à toutes les exigences des ambassades égyptiennes dans plus de quinze pays.

Pourtant, si les dirigeants égyptiens se présentent comme les médiateurs de la paix et condamnent officiellement le siège en cours de Gaza, ils en sont complices. En effet, les autorités mènent la vie dure aux 100 000 Gazaouis qui ont réussi à fuir l'enfer de l'enclave en versant des milliers de dollars à des supplétifs de l'armée égyptienne. Soumis à une surveillance étroite, leurs enfants ne sont pas scolarisés. Depuis le 7 octobre 2023, des milliers de personnes ont été emprisonnées pour avoir manifesté leur solidarité avec les Gazaouis.

L'Égypte est le deuxième bénéficiaire – 1,3 milliard de dollars – de l'aide militaire américaine après Israël, avec lequel elle entretient des liens économiques et militaires étroits. Il n'est donc pas surprenant qu'elle obéisse à l'injonction du ministre de la Défense israélien d'empêcher l'arrivée de ces manifestants qu'il qualifie de djihadistes.

Si cette caravane n'a pas réussi à briser le blocus, elle souligne le fossé qui existe entre les peuples arabes, sincèrement révoltés du génocide en cours à Gaza, et leurs dirigeants. Le soutien de ceux-ci aux Gazaouis n'est qu'hypocrisie ; c'est une évidence pour l'Égypte, les monarchies du Golfe et le Maroc, qui a récemment accueilli sur son sol les manœuvres militaires African Lion sous commandement américain, auxquelles participait l'unité israélienne Golani, responsable du massacre le 23 mars à Rafah de quinze ambulanciers et secouristes. C'est vrai aussi pour l'Algérie et la Tunisie, qui prétendent avoir fait de la cause palestinienne un étendard.

**Leila Wahda**



La caravane Soumoud en Tunisie.

## Satellites : un système qui ne tourne pas rond

**Le 28 avril, une fusée Atlas V a décollé de Cap Canaveral en Floride pour aller placer en orbite 27 satellites Kuiper, la filiale spatiale d'Amazon. En installant au total 3 200 satellites, Kuiper vise à concurrencer Starlink, la société d'Elon Musk.**

De son côté, Starlink a déjà envoyé plus de 8 000 satellites sur une orbite dite basse, entre 500 et 2 000 kilomètres, et prévoit d'en envoyer plusieurs milliers d'autres dans les prochaines années. Ces constellations de satellites sont destinées à fournir un accès Internet à très haut débit, sur n'importe quel point de la Terre, sans le moindre réseau filaire à proximité. Elles permettent aussi de stocker des données de façon sécurisée puisque ces réseaux, situés dans l'espace, sont difficiles à brouiller et à pirater.

Fournisseur de millions de clients privés dans le monde, des particuliers, des entreprises et même des États et des armées, et parce qu'il dispose de ses

propres fusées, Elon Musk a pris plusieurs longueurs d'avance. Une troisième entreprise, OneWeb, contrôlée par l'européen Eutelsat, dispose de son côté de 650 satellites de cette catégorie et fournit surtout des institutions et des entreprises. Une société chinoise, Qianfan, tente d'émerger mais n'a pour l'heure que 36 satellites.

Si l'installation de tels réseaux de communication spatiale illustre les immenses possibilités techniques et pourrait représenter un progrès indéniable pour l'humanité, la façon dont ils sont mis en œuvre prouve la folie du système. Il est fou que la pertinence de bâtir de tels réseaux, l'initiative et la mise en œuvre de ces

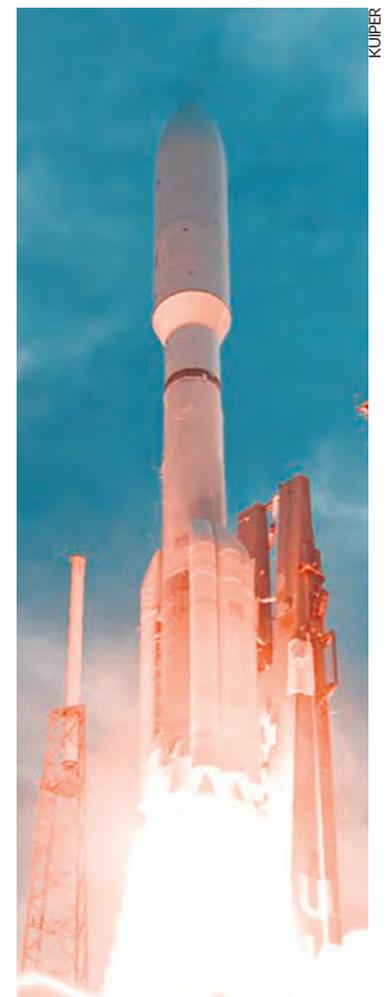
lancements ne soient ni planifiées ni régulées mais entièrement laissées aux décisions de capitalistes, les Elon Musk, Jeff Bezos ou Richard Branson, en concurrence entre eux. Pire encore, ces milliardaires ont pu bénéficier pour cela du soutien des États, avant tout des États-Unis, à travers des commandes publiques.

La construction, le lancement et l'installation de chacune de ces constellations coûtent des centaines de milliards d'euros. Chacune représente un temps de travail humain colossal et leur installation, en double ou en triple, est un gâchis d'énergie et de matière première. Comme lors de chaque innovation depuis la révolution industrielle, la concurrence va inéluctablement entraîner la faillite des perdants et la mise au rebut de leurs équipements. La régulation se fera après coup, au prix fort. Dans le cas des

satellites, cela signifiera des dizaines de milliers d'engins devenus inutiles qui vont se dégrader et tourner pendant des siècles autour de la Terre. Cette génération de satellites n'étant pas la première, selon l'Agence spatiale européenne, quelque 10 000 grosses épaves de satellites ou de fusées tournent déjà autour de la planète, sans compter les centaines de milliers de fragments plus ou moins gros. L'espace, comme la Terre, est déjà une poubelle.

Comme bien d'autres secteurs, la technologie spatiale révèle la nécessité impérieuse de planifier l'économie à l'échelle mondiale. Cela suppose d'exproprier les Musk, Bezos, Arnault, Saadé et autres capitalistes pour placer l'ensemble des moyens de production sous le contrôle des travailleurs et de la population.

**Xavier Lachau**



Lancement d'une fusée Atlas V.

## Liban, printemps 1975 : le début d'une guerre civile de quinze ans

Le 13 avril 1975, les phalanges libanaises, des troupes de choc d'extrême droite recrutées dans la jeunesse chrétienne, tiraient sur un bus transportant des militants palestiniens et libanais alors qu'il traversait Aïn El-Remmaneh, un faubourg chrétien de Beyrouth, pour rentrer au camp de Tel-el-Zaatar. Les vingt-trois occupants de l'autocar furent massacrés de sang-froid.

Ce guet-apens avait été soigneusement préparé par l'extrême droite chrétienne. « Pour quoi les Libanais sont tous armés ? Parce que, malheureusement, nous avons été débordés par une nuée d'étrangers qui sont venus presque occuper notre pays » déclara à l'époque Pierre Gemayel, le chef du parti fasciste des phalanges. Pour lui, les réfugiés palestiniens étaient des étrangers indésirables, et il voulait aussi donner le signal d'une remise en ordre au profit de la classe dominante, essentiellement chrétienne maronite. Ce massacre du 13 avril marquait le début d'une guerre qui allait durer quinze années.

### Un État mosaïque

Le Liban était depuis longtemps empoisonné par des divisions confessionnelles héritées du colonialisme français. Celui-ci avait en effet créé artificiellement un État libanais à majorité chrétienne, séparé de la Syrie, avec l'objectif d'en faire un intermédiaire privilégié pour les affaires des banquiers français. Mais si, à ses débuts, le Liban fut à majorité chrétienne, il restait une mosaïque de dix-sept confessions reconnues. Pour diviser et régner, la puissance coloniale s'appuya sur ces différences confessionnelles en les institutionnalisant. À l'indépendance en 1943, le système politique, toujours en vigueur aujourd'hui, pérennisa cette division en plaçant un chrétien maronite à la présidence de la République ainsi qu'au commandement des armées, un musulman sunnite au poste de Premier ministre, et un musulman chiite à celui de président de l'Assemblée nationale. Ce système fut d'emblée contesté. L'accaparement du pouvoir politique par la partie chrétienne et privilégiée soulevait le mécontentement du reste de la population, notamment

druze, et de la partie la plus pauvre, sunnite et chiite.

Ces divisions communautaires recoupaient en partie les divisions sociales. La bourgeoisie, ceux qui occupaient l'essentiel des postes de responsabilité dans l'économie, gérants de société ou banquiers, était chrétienne maronite. Si le prolétariat des grandes industries de la banlieue de Beyrouth était multiconfessionnel, composé de chiïtes (44 %) et de chrétiens maronites (28,4 %), la population la plus pauvre, regroupée à Beyrouth sud, dans la plaine de la Bekaa et au Sud-Liban, était essentiellement musulmane chiite. Au nord, dans la région du Akkar, elle était en majorité musulmane sunnite.

À partir de 1948, des dizaines de milliers de Palestiniens chassés de leurs terres par l'État d'Israël trouvèrent refuge au Liban, installés dans des camps. Chaque guerre israélo-arabe augmentait leur nombre.

Ainsi, en 1975, au Liban, les camps regroupaient près de 300 000 Palestiniens, soit 16 % de la population. Il s'agissait de jeunes, et de moins jeunes, révoltés, nombreux à être organisés dans différents partis et milices et prêts à se battre contre l'injustice de leur sort. Les organisations palestiniennes s'étaient en effet renforcées



Combattants palestiniens à Beyrouth en 1979.

au fil des années, en particulier l'Organisation de libération de la Palestine, l'OLP, dirigée par Yasser Arafat. Depuis les accords du Caire de 1969, conclus entre le gouvernement libanais et l'OLP, les Palestiniens pouvaient conserver leurs armes et gérer leurs camps au Liban. C'est dire le poids qu'ils représentaient.

### La montée du mécontentement

Les classes possédantes jugeaient la situation dangereuse car la combativité des Palestiniens tendait à stimuler les classes populaires libanaises face à la misère qu'elles enduraient, la même que les réfugiés palestiniens.

Les travailleurs acceptaient de moins en moins les inégalités. Plus de la moitié de la population libanaise était classée comme pauvre, alors qu'une minorité s'enrichissait. L'inflation rendait la vie de plus en plus

dure. Des luttes ouvrières éclatèrent, comme celles du 11 novembre 1972 dans les usines Ghandour de Chiyah, dans la banlieue sud de Beyrouth, qui fut réprimée par l'armée – il y eut deux morts parmi les ouvriers – ou la grève des planteurs de tabac du Sud-Liban début 1974, ou encore la grève des pêcheurs de Saïda, début 1975.

Une grande partie de la population pauvre libanaise se sentait solidaire des Palestiniens. Ces milliers de militants courageux et de jeunes révoltés étaient pour beaucoup l'exemple à suivre.

Les années 1960 et le début des années 1970 furent donc des années de montée des tensions sociales et politiques, conjuguées avec la montée des sentiments anti-impérialistes, nationalistes arabes et anti-israéliens, tant la politique d'Israël apparaissait inspirée par les puissances occidentales. Au Liban, la bourgeoisie, en particulier la bourgeoisie chrétiennes, se sentait menacée. Le Parti phalangiste, ce parti d'extrême droite fondé dans les années 1930 par Pierre Gemayel, s'appuya sur ce sentiment pour lancer l'attaque du 13 avril 1975. Les combats se déchaînèrent entre milices d'extrême droite régnant sur les quartiers riches, le plus souvent à majorité chrétienne, et celles des Palestiniens et des partis de gauche libanais, qui s'appuyaient sur une véritable

mobilisation populaire et tenaient les quartiers pauvres et les camps de réfugiés.

Le véritable enjeu allait en fait au-delà du Liban. Cette alliance des masses pauvres libanaises et des Palestiniens montrait combien ceux-ci pouvaient être un facteur de mobilisation pour les masses de tous les pays arabes. Cela constituait une menace pour l'ensemble des régimes, des classes dominantes de la région et l'impérialisme. Cependant, aucune force politique n'était prête à s'appuyer sur cette situation et à mener une politique révolutionnaire dirigée contre l'ensemble des régimes du Moyen-Orient. Il en était ainsi des dirigeants palestiniens eux-mêmes. Le dirigeant de l'OLP Arafat déclarait ainsi se battre « pour la Palestine, pour toute la Palestine et rien que la Palestine ». Ainsi, un combat qui apparaissait au début comme un combat entre deux camps sociaux perdit rapidement ce caractère pour se transformer en une guerre, particulièrement violente, entre un camp chrétien et un camp musulman parfois appelé « palestinoprogressiste ».

La guerre civile allait faire 200 000 morts et un grand nombre de disparus, dans un pays de 2,7 millions d'habitants. Elle se termina en 1990, sur un accord parainé par l'Arabie saoudite qui laissait le pays en proie au chaos.

Aline Retesse



Les phalangistes attaquent des Palestiniens réfugiés dans des baraquements.

## Sommet sur l'océan : un flot de paroles

La conférence des Nations Unies pour l'océan s'est achevée le 13 juin à Nice à la satisfaction de participants représentant des États, des organismes internationaux et des ONG, qui n'ont pourtant rien décidé.

Outre la terrible dérision de ces congratulations écologiques alors même que l'aviation israélienne commençait à bombardier l'Iran, y compris les installations nucléaires et les raffineries, au moins trois accidents maritimes se sont déroulés pendant la conférence.

Le 25 mai, le *MSC Elisa 3*, armé par la première compagnie mondiale et certifié par le bureau Veritas, a coulé à cause d'une avarie, envoyant par le fond plusieurs dizaines de conteneurs de matières dangereuses. D'autres, renfermant des

granulés plastiques industriels (GPI), ont dérivé et sont allés s'échouer sur des plages du Kerala, au sud de l'Inde, répandant leur cargaison extrêmement polluante et contraignant à l'inactivité, et donc à la misère, des milliers de marins pêcheurs. Le 13 juin, ces produits arrivaient encore sur les grèves et les marins demandaient une aide de l'État et accusaient, sans espoir, l'armateur.

Dans les mêmes eaux, c'est-à-dire sur la route Chine-Europe, le *Wan Hai 503*, un porte-conteneurs

taiwanais, dérive depuis le 9 juin, en proie à un incendie incontrôlable. Trois marins sont morts, des conteneurs de matières dangereuses et le carburant des soutes se déversent dans l'océan. Les autorités indiennes en sont réduites à tenter de remorquer le bateau en flammes le plus loin possible des côtes.

Enfin, au large de l'Alaska, le *Morning Midas*, chargé de plus de trois mille automobiles, est en flammes depuis le 3 juin, à la dérive, surveillé de loin par des gardes-côtes et des

remorqueurs impuissants. Là encore, il semble n'y avoir d'autre solution que d'attendre et d'espérer que la pollution ne sera pas trop grave.

Ni la responsabilité des armateurs, ni celle des propriétaires ou des destinataires de la cargaison, ni

celle des affréteurs n'est engagée pour les dommages ainsi causés. Les lois, les assurances et les États ne garantissent que les bénéfices des diverses parties engagées dans le trafic maritime et le sommet de Nice n'y a évidemment rien changé.

Paul Galois



NEW ZEALAND DEFENCE FORCE WIKIPEDIA

## Science de l'univers : toujours en expansion

Depuis plus de trois ans, 900 chercheurs, issus de 70 instituts du monde entier, travaillent à l'aide d'un télescope portant le nom de DESI et situé en Arizona, aux États-Unis.

De nouveaux résultats de leurs observations ont été publiés récemment, qui pourraient marquer un pas important dans la compréhension de l'évolution de l'univers depuis le big bang.

La théorie du big bang a commencé à être ébauchée dans les années 1920, avec la découverte de l'expansion de l'univers. Elle donne accès à une histoire scientifique de celui-ci, sur la base de preuves expérimentales. La principale de ces preuves, prédite en 1949 et détectée en 1964 à

l'aide d'une antenne perfectionnée, est appelée le rayonnement fossile. Il s'agit d'un écho des premiers âges connus de l'univers, qui permet de savoir à quoi ceux-ci ressemblaient. C'est un fossile, détectable, et vieux d'environ 14 milliards d'années !

Depuis, la mesure de ce rayonnement n'a cessé d'être précisée et confirmée, tout comme la théorie. Sa dernière version date de 1998 et est dénommée le « modèle standard de la cosmologie ». Elle prévoit une

accélération de l'expansion. Et c'est cette accélération qui semble varier au cours de l'histoire de l'univers. Les données proviennent de l'observation de dizaines de millions de galaxies, incluant leur position dans l'espace et leur vitesse d'éloignement. À partir de là, les chercheurs de DESI ont établi la carte tridimensionnelle de la matière dans l'univers la plus précise jamais réalisée.

Ce travail ouvre la voie à une multitude de nouvelles pistes pour mieux comprendre comment la matière qui constitue les galaxies, les étoiles et les planètes, s'est répartie et structurée au cours de l'histoire de l'univers, ainsi que pour prévoir son évolution future. La galaxie dont fait partie la Terre, et la vie qui s'y est développée, fait évidemment partie de cette histoire et de la matière étudiée. Alors que l'administration Trump a lancé une vague de licenciements de scientifiques et que l'idée du repli national progresse, la collaboration internationale qui a porté le projet DESI montre que la compréhension du monde implique l'exact opposé.

Thomas Baumer

## Géobiologie : le côté obscur de la farce

Dans quelques départements les Chambres d'agriculture exigent des expertises « biogéologiques » avant toute implantation d'éoliennes. Les Chambres, elles-mêmes financées par les fonds publics, payent ces interventions.

Le problème est que la dite géobiologie n'est que la version moderne et prétentieuse du bon vieux sorcier-rebouteux-magicien de nos ancêtres, expert dans l'art d'exploiter la crédulité des autres. Les scientifiques, ceux du CNRS par exemple, dénie toute réalité à la géobiologie. La Miviludes, l'association qui combat les dérives sectaires, a été saisie de plusieurs dizaines de dossiers impliquant des géobiologistes. De nombreux organes de presse, radios et télévisions ont rapporté les faits avec l'ironie qui convient. Qu'importe, puisqu'il y a des agriculteurs qui croient que les éoliennes font naître des veaux à deux têtes, ou pire encore, puisque les géobiologues

ont leurs stands au Salon de l'agriculture. Ils ont des publications, ils offrent des formations et vont jusqu'à prétendre remplacer la médecine et la ministre y croit aussi. Interrogée par un député, Anne Genevard, la ministre de l'Agriculture, a répondu s'être renseignée et ne rien voir que de très normal dans le financement public de ces pratiques.

Le Président tutoyait le précédent pape, le Premier ministre va à la messe et ne voit pas ce que font les curés, le ministre de l'Intérieur est un moineau évadé du Puy du Fou, la ministre de l'Agriculture couvre les sorciers... qui donc ira clouer une chouette sur le portail de l'Élysée ?

P. G.



WIKIMEDIA.COM, KPNO/OIRLAB, NSF, AURA, P. MARENFIELD

## Brochure du Cercle Léon Trotsky

Maghreb :

les peuples face à l'impérialisme et à leurs propres dirigeants

Cette brochure existe en français et en arabe.

Prix : 3 euros - Envoi contre cinq timbres.



## Groupe Renault : de Meo se trouve un meilleur job

« Mon travail ici, c'est fini », voilà comment Luca de Meo, ex-directeur général de Renault, a annoncé sa démission dans la presse. Et de signer aussitôt avec le groupe de luxe Kering de François-Henri Pinault.

Après son plan « Renaultution », de Meo avait prévu un plan « Futurama » pour fin 2025, censé « libérer Renault de la cyclicité » et « transformer l'esprit de la R&D ». Peu importe le verbiage, tout le monde aura compris que ce mercenaire des capitalistes, comme l'ont dit des travailleurs de l'usine de Flins, va gagner un meilleur salaire ailleurs.

Pourtant, pour l'année 2024, Luca de Meo avait touché en tout 12 millions d'euros, soit une augmentation de 134 %, alors que pendant le même temps les salariés étaient augmentés au maximum de 2,5 %, malgré l'inflation qui était alors triple ! Le « travail ici » dont se vante l'ex-directeur général avait de quoi réjouir les gros actionnaires, puisque, dans un contexte où les constructeurs automobiles pleurnichaient tous, le chiffre d'affaires du groupe avait

grimpé de 7 %, et son profit de 21 % pour atteindre 2,8 milliards d'euros.

En fait, le travail de De Meo a consisté à découper le groupe en plusieurs entités, à filialiser plusieurs activités, mais surtout à supprimer des milliers d'emplois, 15 000 avec le plan Renaultution, et à fermer quatre fonderies et l'usine de Choisy-le-Roi.

En mars 2024, la direction de Flins a arrêté définitivement toute production de véhicules, après des années de baisse de cadences. En sept ans, elle a ainsi supprimé plusieurs milliers de postes, dont ceux de 2 000 intérimaires.

C'est ce bilan que bien des travailleurs de l'usine de Flins et d'ailleurs ont en tête. Des milliards pour les coffres des actionnaires, des ponctions dans les poches des salariés, en maintenant les salaires au plus bas, en



De Meo à la VO Factory de Flins.

ne payant plus les temps de pause et certaines primes, en gérant les aléas de production – et ils sont nombreux – en piochant dans les congés des salariés, au détriment des conditions de travail de tous. Cinq ans de « travail » de De Meo, cela ne s'est pas déroulé sans conflits, un peu partout, ni sans réactions des travailleurs.

Que son successeur, qui mènera forcément sur le fond la même politique au service des capitalistes actionnaires, s'en souviennent ! Il pourrait récolter la colère semée depuis des années par les attaques des dirigeants de Renault.

Correspondant LO

## Airbags Takata : un nouveau mort

Mercredi 11 juin, une femme de 37 ans est morte à Reims à la suite de l'explosion de l'airbag de sa Citroën C3 qui a également blessé un enfant de 14 ans présente dans le véhicule. C'est le 14<sup>e</sup> accident mortel de ce genre en France et le deuxième dans l'Hexagone.

Depuis 2014, soit plus de dix ans, on connaît la dangerosité de ces airbags Takata. Du fait de leur bas prix et grâce à l'utilisation d'un gaz très volatil mais aussi très sensible à la température, ceux-ci ont été choisis par la quasi-totalité des constructeurs automobiles pour équiper au total des dizaines de millions de voitures. En 2017, Takata a fait faillite, mais depuis, les constructeurs automobiles ont tout fait pour éviter le rappel des véhicules et le changement gratuit des airbags. Dans le cas du drame de Reims, la conductrice n'avait pas reçu de courrier de Citroën lui demandant de venir changer l'airbag... car son véhicule datait de 2014. Or Citroën, le 20

janvier 2025, avait demandé aux seuls propriétaires de C3 du nord du pays de prendre rendez-vous pour leur véhicule fabriqué entre 2008 et 2013.

Les morts des airbags Takata ont obligé l'État à demander des mesures aux constructeurs mais comme toujours dans les domaines de sécurité, aucun groupe automobile ne les a prises avant d'y être obligé. À Reims, ce fut trop tard pour éviter le drame, et comme on estime qu'il reste encore plus de deux millions d'airbags à changer, bien d'autres sont prévisibles. Et malgré leurs dénégations, la responsabilité des marques Citroën et autres est écrasante.

Cédric Duval



YAYIMAGES

## Production d'armements, c'est non !

Vendredi 6 juin, le ministre des Armées Sébastien Lecornu a annoncé que Renault allait participer à la fabrication de matériel militaire. Il s'agirait de très gros drones qui pourraient parcourir de grandes distances et qui seraient produits en Ukraine.

Les jours suivants, dans les ateliers comme dans les services, tout le monde commentait cette annonce. Certains travailleurs étaient en colère de découvrir qu'ils allaient participer à la construction d'engins de guerre, des armes qui pourraient tuer demain des hommes, des femmes, des enfants. Pour certains, à l'usine Renault de Cléon par exemple, c'était l'occasion de réaliser qu'elle pourrait même devenir demain, un lieu de production militaire.

À Cléon, la direction a rapidement émis une note de service, où elle stipulait que les drones militaires seraient des drones... d'observation. Cela n'a convaincu personne. Car il suffit de mettre quelques bombes

sous de tels drones pour qu'ils deviennent des engins de mort.

Macron l'a répété à maintes reprises : « Nous sommes en économie de guerre. » Et pour produire des armes en quantité industrielles, bien des entreprises pourraient être sollicitées. Renault construit des voitures et des moteurs mais peut évidemment produire rapidement bien d'autres choses... Et gageons qu'il serait volontaire, comme par le passé, pour s'enrichir de profits de guerre.

En effet, aussi bien durant la Première Guerre mondiale, avec la production de masse de chars, que durant la Deuxième Guerre, Renault s'est énormément enrichi. Non seulement ses

patrons ont été des profiteurs de guerre mais, en produisant industriellement pour l'armée, le groupe a pu augmenter ses capacités productives aux frais de l'État.

Pour la majorité des travailleurs de chez Renault, il n'y a pas de quoi se réjouir ! La production d'engins de mort ne leur annonce pas des lendemains sereins, quoiqu'en disent les dirigeants et parfois les responsables syndicaux. Derrière les profits bien sanglants pour les actionnaires, c'est la barbarie pour tous les peuples qui se fabrique déjà. Alors qu'il serait possible de produire du matériel médical pour les hôpitaux, du matériel ferroviaire pour les transports publics...

Mais il faudrait pour cela que les travailleurs aient le contrôle de ce qui se produit, et en fait qu'ils dirigent la société.

Correspondant LO

## Talendi – Rennes : licenciements révoltants

Talendi (ex-Bretagne Ateliers), qui emploie 500 travailleurs dont 380 en situation de handicap, a annoncé un plan de licenciements. Une baisse des commandes justifierait, selon le patron, entre 60 et 80 suppressions de postes et la fermeture du site de Trégueux dans les Côtes-d'Armor. Mais Talendi est un sous-traitant, notamment pour

Stellantis et autres donneurs d'ordres, qui sont donc responsables de la situation.

Il faut interdire les licenciements et, s'il y a moins de travail, il faut diminuer les cadences et maintenir les salaires en prenant sur les profits gigantesques de Stellantis et autres voutours.

Correspondant LO

## Hôpital de Lyon-Croix-Rousse : les grévistes refusent de plier

Dans le service de médecine interne de l'hôpital de la Croix-Rousse, la trentaine d'aides-soignantes et d'infirmières est en grève depuis un mois et demi pour exiger des embauches.

La plupart du temps, les grévistes sont assignées, donc contraintes de travailler, mais elles trouvent le moyen de se réunir et de faire des actions. Organisées depuis le début de leur mouvement autour d'un comité de grévistes élues, elles se sont fait connaître dans l'hôpital en diffusant des tracts aux entrées, en allant à la rencontre des autres services pour s'adresser à leurs collègues, en faisant signer une pétition, ou encore en menant des actions visibles comme une prise de parole dans le self à l'heure du déjeuner.

Leur mobilisation a rencontré la sympathie et le soutien des autres hospitaliers, même si la grève ne s'est pas étendue aux autres secteurs. La semaine du 10 juin, des grévistes de la Croix-Rousse ont pris contact avec les travailleuses de l'Infirmierie protestante, une clinique privée voisine, en grève elles aussi depuis le 10 juin. Elles essaient aussi de rallier à leur grève les services de médecine interne des autres hôpitaux publics de l'agglomération, et avaient prévu, avec le soutien de la CGT, un rassemblement commun devant la direction

générale des HCL (Hospices civils de Lyon) jeudi 19 juin.

De son côté, la direction de l'hôpital multiplie les manœuvres pour diviser les travailleuses et briser la grève. Quand des militants syndicaux CGT ont signalé un danger grave et imminent (DGI) pour dénoncer les risques liés au sous-effectif du service, elle a essayé d'en tirer parti pour organiser un audit, avec des entretiens individuels, où chacune se serait retrouvée seule face à des représentants de la direction. Mais les grévistes, conscientes du piège, ont collectivement refusé d'y participer. Toujours dans le but de les isoler, la direction a menacé de fermer administrativement



l'un des deux étages de médecine interne et de disperser les grévistes réquisitionnées dans d'autres services de l'hôpital, avant de reculer. Et, malgré ces pressions, les travailleuses de médecine interne tiennent bon.

Face à une direction qui ne veut rien céder pour ne pas faire de précédent et dont l'objectif est de réduire encore les effectifs,

comme l'exige le Premier ministre dans son courrier aux agences régionales de santé, il faudra plus qu'un service pour inverser le rapport de force. Les grévistes de l'hôpital de la Croix-Rousse l'ont bien compris, et leur lutte met en évidence la nécessité d'un mouvement plus large qui reste encore à construire.

**Correspondant LO**

## Hôpital - Le Kremlin-Bicêtre : après un féminicide

Après l'assassinat d'une aide-soignante par son mari, également aide-soignant dans l'établissement, l'accablement et la colère s'expriment dans les discussions à l'hôpital Bicêtre, dans le Val-de-Marne.



Céline est morte sous les coups de son mari le 9 mai à son domicile, laissant

derrière elle deux filles de 12 et 15 ans. Elle était militante à la CGT, connue et

appréciée pour sa bonne humeur et son attention aux autres. Dès le surlendemain de son assassinat, beaucoup de ses camarades et de ses collègues ont participé à un rassemblement dans le quartier de banlieue où elle habitait. Ils étaient encore plus nombreux à ses obsèques et à la marche blanche qui a suivi.

À l'hôpital Bicêtre, la direction s'est contentée de proposer deux créneaux d'entretien avec un psychologue. Une manière de clore le sujet, comme s'il s'était agi seulement d'une tragédie de la vie privée à discuter individuellement. Pourtant, entre collègues, hommes ou femmes, les discussions reflètent le choc ressenti. Les plus proches se demandent pourquoi ils n'ont rien vu

venir, que ce soit de la part de Céline ou en côtoyant son mari, car on apprend qu'elle avait déjà subi des violences conjugales. Si certains s'en tiennent à l'idée d'un drame privé, d'autres rappellent que ce n'est pas un cas isolé. Une collègue mentionne ainsi avoir subi des violences pendant cinq ans. Un autre rappelle que sa propre sœur a été tuée par son compagnon il y a des années.

Ce féminicide, comme tant d'autres, est le produit d'une société qui tolère la violence masculine parce qu'elle entretient l'idée qu'une femme appartient à son conjoint. C'est une oppression qui pèse dans le monde du travail, qui gâche le peu de temps et de moyens disponibles qui restent à la

vie affective, amoureuse et familiale après le travail. Les préjugés qui justifient la hiérarchie sociale et les rapports de domination pèsent sur les travailleurs jusque dans leur vie personnelle. Il n'est pas besoin d'être un monstre pour exercer cette violence : ce sont des comportements qu'une société sexiste autorise, excuse ou encourage.

Les violences contre des femmes sont un problème collectif, dont il faut se préoccuper à l'intérieur même des entreprises, entre collègues, femmes et hommes. L'enjeu est énorme, tant pour les femmes et pour leurs enfants que pour l'ensemble des travailleurs.

**Correspondant LO**

## Hôpital de Laval : coup de colère des soignants de la psychiatrie

L'annonce brutale de la fermeture du dernier service de séjour long de l'hôpital de Laval, en Mayenne, a mis tous les soignants en colère.

Vendredi 13 juin, ils se sont rassemblés avec des collègues d'autres services du centre hospitalier pour dire non à cette fermeture.

Ils étaient plus de 150 réunis devant l'hôpital et ils n'ont pas dit leur dernier mot. « Il y a de l'argent pour les Raffale mais pas pour l'hôpital »

a-t-on entendu dans les prises de parole. « Les patients hospitalisés en long séjour ne vont pas disparaître avec la fermeture du service : ils seront transférés dans le service de séjour court, prenant les places de ceux qui seront aux urgences et

ne seront pas pris en charge comme ils devraient l'être », dénoncent les soignants, qui ne réclament qu'une chose : les effectifs et les moyens de faire leur travail correctement.

Ils se sont donné rendez-vous en assemblée

générale quelques jours plus tard pour discuter ensemble des prochaines actions, car seule une mobilisation la plus forte possible pourra faire évoluer la situation.

**Correspondant LO**

## Canicule au travail : un décret qui ne brasse même pas l'air

Le gouvernement vient de modifier le code du travail pour, prétend-il, prendre en charge les dangers encourus par les salariés lors des périodes de canicule.

L'an dernier, plusieurs cas d'arrêts cardiaques avaient été rendus publics dans les médias, conséquences d'efforts lors de fortes chaleurs. Dans le texte du gouvernement, des mesures sont mentionnées, mais quasiment rien n'est imposé à l'employeur.

Le décret introduit ainsi un « droit à l'eau » ou à « l'adaptation des horaires ». Mais si les périodes de canicule sont définies par les alertes de Météo France, il n'y a aucun seuil de température défini pour les lieux de travail. Il peut faire 40°C dans l'atelier, ce qui compte est la température extérieure. Et, de toute façon, il est clairement écrit : « L'employeur évalue les risques

liés à l'exposition des travailleurs à des épisodes de chaleur intense, en intérieur ou en extérieur. »

Il y a bien dans le code du travail des passages sur lesquels les travailleurs peuvent s'appuyer pour dénoncer leur non-respect par la direction d'une entreprise. Mais, obtenir que la loi soit respectée est presque toujours une question de rapport de force. Combien d'employeurs, et pas seulement des petits patrons loin de là, ont fait travailler des ouvriers le 1<sup>er</sup> mai dernier en leur disant que c'était leur jour de solidarité ? Or il est précisément interdit dans le code du travail de fixer ce jour le 1<sup>er</sup> mai.

Mais pour le décret sur



le travail en période de canicule, les patrons n'auront même pas besoin de le lire : quoiqu'ils fassent, ou presque, ils ne seront pas sanctionnables.

Pierre Royan

## STMicroelectronics - Agglo de Grenoble : avec la guerre, les affaires continuent

La multinationale STMicroelectronics produit des composants électroniques pour des applications civiles mais aussi utilisables dans des systèmes d'armement. Après qu'elle se soit fait épinglée sur ses ventes pour l'armement russe, des associations dénoncent aussi les affaires faites avec des fournisseurs de l'armée israélienne.

La CGT de l'usine de Crolles, près de Grenoble, après y avoir organisé un débrayage le 10 avril, dénonce dans une lettre ouverte l'hypocrisie de ST qui jure ses grands dieux vérifier que l'usage de ses ventes soit exclusivement civil ! Mais elle se

garde bien de faire toute la transparence sur son partenariat avec Israël. La CGT estime aussi que ST pourrait accentuer cette collaboration avec Israël ayant proposé que l'épargne salariale soit gérée par BNP Paribas ou Amundi (filiale du Crédit Agricole), alors que ces établissements investissent dans Elbit Systems, entreprise israélienne produisant des armes et munitions utilisées à Gaza.

Les travailleurs sont en droit de contrôler où vont et à quoi servent les composants qu'ils produisent. Ce droit, il leur faudra l'imposer.

Correspondant LO

## Automobile : ventes en baisse, prix et profits en hausse

D'après une étude de l'Institut Mobilité en Transition (IMT), le prix moyen des voitures neuves vendues en France a augmenté de près de 7 000 euros en quatre ans. Les voitures les moins

chères ont connu les hausses les plus importantes (+ 44 % chez Dacia), contrairement aux prix des marques haut de gamme.

Au bout du compte, les 60 % les moins aisés

de la population ne représentent plus que 30 % des acheteurs, contre 43 % en 2019.

L'étude de l'IMT assure que les constructeurs portent la responsabilité de la moitié de la hausse

des prix depuis 2020, ayant profité de la pénurie de composants électroniques de 2022-2023 pour se tourner vers des modèles plus chers et gonfler purement et simplement le prix de ceux déjà commercialisés.

Ils ont ainsi accumulé 145 milliards d'euros de résultats d'exploitation pour les constructeurs sur la période 2020-2024, en hausse de 80 % par rapport à l'avant-Covid !

Sacha Kami

## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),

membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148 1086 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: Anne Assayag, Nathalie Rossi, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 9 900 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n°1029 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de Presse) - Dépôt légal juin 2025.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

### Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de :

Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante :  
LUTTE OUVRIÈRE  
BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne

peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées.

L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à

Lutte ouvrière

Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)

Vidéos [www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)  
Audio-LO [www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

# États-Unis : le "roi" Trump contesté par ses sujets

**Ce sont peut-être plusieurs millions de personnes qui ont protesté dans les rues de 2 000 villes américaines, le 14 juin, contre la politique de Trump. Sous le slogan No Kings (pas de rois) ces manifestations prenaient le contrepied du défilé militaire organisé à Washington pour satisfaire l'ego du milliardaire président qui fêtait son anniversaire.**

Les raisons de protester sont nombreuses. La guerre commerciale tout azimut et erratique, lancée par Trump au nom de la défense des travailleurs américains, n'a bien sûr pas augmenté les salaires d'un seul dollar ni réduit l'inflation, au contraire. Le budget soumis au Congrès menace la couverture santé de millions de familles populaires, alors que des employés publics qui traitaient les dossiers d'aide sociale ont été mis à la porte. La droite la plus réactionnaire a les coudées franches pour s'en prendre au droit à l'avortement, bannir certains livres des bibliothèques publiques, stigmatiser les minorités noires, asiatiques ou latinos.

Les arrestations de travailleurs sans papiers, à Los Angeles et ailleurs, révoltent toute une frange de la population. Ce ne sont

pas les criminels des gangs qui sont expulsés, mais des membres de la famille, des collègues, des voisins. Pour se donner l'air de remplir au moins une promesse de campagne – celle d'organiser l'expulsion de millions d'immigrés – Trump a saisi l'occasion des premières protestations pour crier à la subversion et mettre en scène l'envoi de militaires à Los Angeles. Toutefois, alors qu'il proclame bruyamment qu'il a ordonné à la police fédérale de l'immigration de procéder à 3 000 arrestations par jour, une consigne plus discrète a été donnée de ne plus faire de raids sur les plus grandes exploitations agricoles et les abattoirs. En effet, leurs propriétaires y emploient beaucoup de sans-papiers et ne veulent pas que les affaires de leurs entreprises subissent les conséquences de la démagogie xénophobe

gouvernementale.

Les manifestations du 14 juin étaient bien sûr en grande partie organisées par des appareils, associatifs et syndicaux, gravitant dans l'orbite du Parti démocrate. Les mots d'ordre et slogans dénonçant avant tout l'autoritarisme de Trump tendent aussi à faire oublier la responsabilité des démocrates, encore au pouvoir il y a cinq mois, dans la montée de la misère ainsi que dans la chasse aux travailleurs immigrés.

Un temps sonnés par leur défaite électorale, les dirigeants démocrates tendent à nouveau le futur piège électorale en se présentant comme la seule alternative à leurs concurrents républicains. Avec la tournée de meetings de Bernie Sanders et d'Alexandria Ocasio-Cortez, avec les manifestations anti-Trump, l'aile gauche du Parti démocrate cherche l'oreille des électeurs déçus de la présidence de Biden et d'Harris. Mais en même temps elle contribue à les rabattre vers ceux qui, s'ils gagnent à nouveau les élections, mèneront la même politique capitaliste.



NICOLE NERI/MINNESOTA REFORMER

Devant le capitol de l'État du Minnesota.

C'est ce que ferait le gouverneur démocrate de Californie, Gavin Newsom, auquel ses protestations contre l'envoi de troupes à Los Angeles permettent de s'installer comme un grand opposant au président, en même temps qu'il reprend un langage suffisamment discriminatoire contre les

transgenres pour plaire à la fraction de l'électorat réactionnaire déçue par Trump.

Tous ceux qui, à juste titre, veulent aujourd'hui manifester contre le président et sa politique autoritaire devront aussi apprendre à se méfier de ces faux amis.

Lucien Déroit

## Irlande du Nord : l'extrême droite derrière les émeutes racistes

**Lundi 9 juin à Ballymena, en Irlande du Nord, après l'inculpation de deux adolescents d'origine roumaine pour tentative de viol, une marche blanche a dégénéré en attaques violentes contre les domiciles de travailleurs immigrés.**

Les violences se sont étendues les nuits suivantes à plusieurs autres villes, dont Belfast, la capitale. Sous prétexte de solidarité avec une victime d'agression sexiste, les émeutiers ont jeté des pierres et des cocktails Molotov sur des maisons habitées non seulement par des Roms récemment installés mais aussi par des travailleurs européens et asiatiques

embauchés depuis des années comme « premiers de corvée » à l'abattoir ou à l'usine, en supermarché ou en Ehpad. La police, après avoir laissé faire, a fini par procéder à des arrestations, une fois devenue elle-même la cible des hooligans. Dans l'espoir de sauver leur peau, des familles ont affiché sur leur porte un drapeau britannique, d'autres ont fui précipitamment, tandis que

des voitures et des commerces étaient également incendiés.

L'Irlande du Nord, province la plus pauvre du Royaume-Uni, est une poudrière. Travail précaire, délabrement des services publics : les problèmes sociaux y sont décuplés. Et si les étrangers n'y représentent pas plus de 4 % de la population, ils sont les boucs émissaires d'une extrême droite qui surfe sur la colère sociale en la détournant du véritable responsable de la misère, à savoir la bourgeoisie. Prenant une pose outragée, la ministre travailliste de l'Irlande du Nord a dénoncé des « violences insensées ». Mais le gouvernement Starmer qui, à l'instar de son prédécesseur conservateur, traite chaque migrant comme un criminel en puissance, est coupable lui aussi de ces exactions.

Ces émeutes visant à terroriser les travailleurs d'origine étrangère font écho à celles qui, en août 2024, avaient éclaté à Belfast – et dans une trentaine de villes anglaises – suite au meurtre

au couteau de trois fillettes près de Liverpool par un jeune déséquilibré d'origine rwandaise. Elles rappellent aussi les attaques anti-migrants qui ont touché Dublin, capitale de la République d'Irlande, à plusieurs reprises depuis l'été 2023. À chaque fois, les rumeurs les plus folles au sujet des migrants, accusés de tous les maux à partir de tel ou tel drame monté en épingle, ont été répandues par la « fachosphère » via les réseaux sociaux. La mobilisation sur le terrain de militants d'extrême droite a fait le reste, les nombreux jeunes désœuvrés et prêts à en découdre constituant une masse de manœuvre hautement inflammable.

En Irlande du Nord, outre la main de l'agitateur britannique d'extrême droite Tommy Robinson, récemment sorti de prison, il est aisé de deviner celle des gangs unionistes, ces protestants fanatiques et mafieux, champions du maintien de la province au sein du Royaume-Uni : ils n'ont eu qu'à ressusciter les méthodes abjectes utilisées

maintes fois entre 1968 et 1998 pour terroriser la population catholique. Liés plus ou moins discrètement à eux, les politiciens unionistes qui propagent la haine xénophobe en continu sont évidemment eux aussi responsables du récent déchaînement de violence. Il a suffi d'un post de l'un d'eux (le ministre chargé des questions sociales au sein du gouvernement de la province) pour révéler aux pogromistes l'adresse du centre de loisirs où s'étaient réfugiées les victimes des premières attaques, et offrir ainsi une nouvelle cible à leur rage.

Des rassemblements ont eu lieu pour dénoncer les agressions contre les travailleurs immigrés et leur famille. Reste que le terrain sur lequel prospèrent les apprentis fascistes est celui du capitalisme pourrissant, de plus en plus fertile. Les jeunes révoltés doivent trouver une issue et elle ne peut être que dans la révolution sociale.

Thierry Hervé



Une maison brûlée par les manifestants, à Ballymena le 16 juin.